

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Première session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 9–10 février 2015**

## **RAPPORTS D'ÉVALUATION**

**Point 5 de l'ordre du  
jour**

*Pour examen*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.1/2015/5-D/Add.1**

9 janvier 2015  
ORIGINAL: ANGLAIS

## **RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN INDONÉSIE (2009–2013)**

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM  
(<http://executiveboard.wfp.org>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, RMP\*: M. C. Kaye tél.: 066513-2197

Conseiller pour les programmes, M. C. Martino tél.: 066513-3576  
RMPP\*\*:

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Division de la gestion et du suivi de la performance

\*\* Sous-Division de la gestion de la performance et de l'établissement de rapports

## CONTEXTE

1. Le présent document expose la réponse de la direction aux recommandations issues de l'évaluation du portefeuille d'activités menées par le PAM en Indonésie entre 2009 et 2013. L'équipe d'évaluation a étudié l'alignement et le positionnement stratégique du PAM, les facteurs ayant présidé aux décisions prises en matière de stratégie, et la performance du portefeuille d'activités et les résultats obtenus. L'évaluation a également porté sur la stratégie de pays pour 2012–2015 et sur le thème au cœur du portefeuille d'activités, à savoir le développement des capacités.
2. Les difficultés auxquelles le PAM a dû faire face en Indonésie au cours de la période examinée illustrent la nature changeante de l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays à revenu intermédiaire. L'évaluation prend acte des efforts déployés par le PAM pour adapter ses modalités opérationnelles compte tenu des besoins complexes et de la fluctuation de l'économie de l'aide internationale dans de tels contextes. La direction prend note des lacunes des résultats obtenus jusqu'à présent.
3. La direction prend note avec satisfaction de la constatation selon laquelle en dépit de grosses difficultés financières, le PAM a fait d'importants progrès en Indonésie sur le plan stratégique, et qu'il a sensiblement modifié son rôle et son profil, contribuant ainsi à mieux adapter le portefeuille d'activités aux besoins du pays sur le plan de l'aide humanitaire et du développement.
4. La direction reconnaît que ces progrès n'ont pas été uniformes pour toutes les activités relevant du portefeuille. Si des résultats satisfaisants ont été obtenus dans certains domaines, notamment l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV) et l'alimentation scolaire, la souplesse opérationnelle a cependant parfois été limitée par le choix fait de participer directement aux livraisons de vivres. Toutefois, d'autres solutions, faisant appel aux transferts monétaires et aux bons, sont à l'étude. La conception des prototypes et la transposition à plus grande échelle des activités correspondantes présentaient également des difficultés.
5. La direction se félicite des constatations et des recommandations issues de l'évaluation. Elles éclaireront la planification des futures interventions du PAM en Indonésie tandis que le partenariat noué par celui-ci avec le Gouvernement évoluera et que l'action menée sera sans cesse davantage mise en concordance avec les processus de planification nationaux. Les constatations aident également le PAM à mieux cerner l'appui qu'il doit apporter aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et la démarche qu'il doit adopter à l'égard des partenariats avec eux.
6. Les mesures et le calendrier de mise en œuvre prévus sont exposés dans le tableau qui suit.

**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT  
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN INDONÉSIE (2009–2013)**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p><b>Recommandation 1: Afin de préciser la structure et la logique de son portefeuille d'activités, le bureau du PAM en Indonésie devrait classer dans deux catégories les interventions qu'il lui faut planifier et exécuter: le développement des capacités institutionnelles et les prototypes.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Ce classement permettra au bureau de pays de mieux cerner les enjeux et d'élaborer des stratégies appropriées. Le développement des capacités institutionnelles – qui se fait actuellement dans le cadre de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité ainsi que de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de crise – est axé sur le renforcement des capacités des institutions et du personnel pertinents au niveau du pays, des provinces, et le cas échéant, des districts. Les activités liées aux prototypes – relevant actuellement des composantes Assistance alimentaire pour la création d'avoires, nutrition maternelle et infantile et alimentation scolaire – devraient être axées sur l'élaboration de stratégies reposant sur des données factuelles, destinées à appuyer les bénéficiaires, susceptibles d'être adoptées et transposées à plus grande échelle par les entités nationales publiques et privées; elles devraient également prévoir à cet effet l'adoption d'une stratégie de développement des capacités durable.</li> <li>➤ Les programmes de développement des capacités institutionnelles devraient préciser: l'approche adoptée en matière de développement des capacités; la stratégie de plaidoyer et de sensibilisation à suivre; et la manière d'assurer le suivi de la mise en œuvre de cette stratégie et d'en rendre compte.</li> <li>➤ Lors de la conception des prototypes, il conviendrait d'indiquer clairement: l'échelle de l'intervention, la dernière transposition prévue et les modalités pour ce faire; le rôle du PAM dans l'exécution sur le terrain; les méthodes, outils et approches qui seront élaborés, utilisés et préconisés; les modalités de développement</li> </ul>	<p>Bureau de pays</p>	<p>La recommandation est partiellement acceptée.</p> <p>Les catégories proposées risquent d'établir une dichotomie factice entre le développement des capacités institutionnelles et les prototypes. Les prototypes sont un précurseur des activités de plaidoyer et de développement des capacités, car ils sont gages de crédibilité et permettent de disposer de données probantes.</p> <p>Comme l'indique l'évaluation, les prototypes doivent être liés de manière explicite au développement des capacités des institutions qui, au niveau national ainsi qu'à celui des provinces et des districts, sont chargées de les transposer à plus grande échelle et de les intégrer aux programmes et aux budgets locaux. Le bureau de pays adopte cette approche et l'énoncera explicitement dans le descriptif de sa prochaine opération, qui débutera en 2016.</p> <p>Le bureau de pays, le Gouvernement et un établissement universitaire ont récemment mené à bien un examen stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en s'appuyant sur les contributions d'un large éventail de parties prenantes des secteurs public et privé. Les constatations de cette étude éclaireront la nouvelle opération.</p> <p>Toutes les unités du bureau de pays ont été invitées à exposer leur approche en matière de développement des capacités.</p> <p>Des évaluations des capacités nationales sont prévues pour 2015, afin de suivre et d'évaluer le travail effectué par le PAM dans les domaines de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité ainsi que de la préparation et de l'intervention en cas de crise. Ces évaluations permettront de faire participer les parties prenantes et ainsi de définir plus précisément la voie à suivre à l'avenir.</p> <p>Les unités responsables de la gestion des prototypes ont été chargées d'élaborer des plans pour les transposer à plus grande échelle. Les responsables du bureau de pays se sont concertés avec les décideurs à Jakarta pour définir les effets directs fonctionnels des prototypes. Toutefois, la gouvernance décentralisée en Indonésie risque de poser problème car les institutions infranationales disposent d'une large autonomie pour ce qui est de la mise en œuvre des politiques nationales.</p>	<p>Décembre 2015</p> <p>Fait</p> <p>Février 2015</p> <p>Avril 2015</p>



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT  
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN INDONÉSIE (2009–2013)**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p>des capacités; le rapport coût-efficacité des prototypes et des activités une fois transposées à grande échelle; la stratégie de plaidoyer et de sensibilisation à adopter pour participer effectivement à la concertation sur les politiques; les indicateurs et les méthodes de suivi; et la stratégie de retrait du PAM et le calendrier correspondant.</p>		<p>Les mesures ci-après ont été prises dans ce domaine:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ définir pour le PAM des stratégies de retrait des écoles disposant de programmes de repas scolaires, le transfert des responsabilités aux autorités locales intervenant au bout de deux années;</li> <li>➤ collecter des données sur les coûts pour étayer régulièrement les analyses du rapport coût-efficacité;</li> <li>➤ réaliser une évaluation des capacités nationales à l'aide de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER), afin de disposer d'une base sur laquelle fonder les conseils touchant l'adaptation des politiques; et</li> <li>➤ élaborer une stratégie de plaidoyer une fois l'évaluation SABER achevée.</li> </ul>	<p>Fait</p> <p>Tous les trimestres à compter de janvier 2015</p> <p>Mai 2015</p> <p>Juin 2015</p>
<p><b>Recommandation 2: Le bureau de pays devrait définir une stratégie détaillée de développement des capacités pour chacun de ses secteurs de travail (analyse et cartographie de la vulnérabilité, préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise, nutrition maternelle et infantile, et alimentation scolaire).</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Chaque stratégie devrait s'accompagner d'un plan de dotation en ressources et comprendre: une analyse des parties prenantes; la définition du dessein poursuivi et des effets directs escomptés; la description de l'approche à suivre et des outils à utiliser pour évaluer chacun des partenaires directs; la description des types d'intervention, qui devraient tirer parti de l'avantage comparatif du PAM et le développer, et généraliser la prise en compte de la problématique hommes-femmes; les partenaires stratégiques pour l'exécution; les indicateurs de progrès et les processus connexes; les processus de réflexion et d'apprentissage; et les mesures de développement des capacités à prévoir pour le personnel du bureau de pays.</li> </ul>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Chaque unité a été priée d'élaborer une stratégie en matière de développement des capacités; ce processus s'achèvera dans les six prochains mois.</p> <p>Des progrès ont été faits dans l'élaboration de stratégies de développement des capacités. Ainsi, l'unité du bureau de pays chargée de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise est sur le point de rendre officiel un plan quadriennal conjoint avec l'Agence nationale de réduction des risques. L'unité chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité a pour sa part travaillé avec l'Agence de la sécurité alimentaire pour mobiliser des fonds en faveur du développement des capacités au niveau tant provincial que national. L'unité chargée des programmes collabore également avec les autorités des districts pour recenser les capacités faisant défaut dans le domaine de l'alimentation scolaire.</p>	<p>Juin 2015</p> <p>En cours</p>



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN INDONÉSIE (2009–2013)**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p><b>Recommandation 3: Le bureau de pays devrait élaborer une stratégie détaillée de plaidoyer et de sensibilisation pour chacun de ses secteurs de travail (analyse et cartographie de la vulnérabilité, préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise, nutrition maternelle et infantile, et alimentation scolaire).</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pour permettre une participation effective au niveau de l'élaboration des politiques, chaque stratégie devrait comprendre: une analyse des parties prenantes, déterminant qui sont les décideurs à influencer, à tous les niveaux; une description du rôle des partenaires, notamment les acteurs de la société civile; un énoncé des changements touchant les politiques, les réglementations, la dotation en ressources et les pratiques en faveur desquels il convient de plaider; les approches à suivre, qui devraient tirer parti de l'avantage comparatif du PAM et généraliser la prise en compte de la problématique hommes-femmes; une description de la façon dont le PAM peut servir de coordonnateur et d'intermédiaire entre le Gouvernement, le secteur privé, la société civile et d'autres organismes internationaux; et les plans et indicateurs permettant de mesurer les progrès. Chaque stratégie devrait s'accompagner d'un plan de dotation en ressources.</li> </ul>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Afin de compléter les stratégies de développement des capacités (voir la recommandation 2), les différentes unités ont été chargées d'élaborer une stratégie détaillée de plaidoyer, de sensibilisation et de mobilisation de ressources.</p>	Juin 2015
<p><b>Recommandation 4: Avec l'appui du bureau régional et du Siège, le bureau de pays devrait consacrer autant d'efforts et de ressources à son programme d'alimentation scolaire qu'à ses activités liées à la nutrition maternelle et infantile.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pour ce faire, il lui faudra disposer de tout le personnel nécessaire; d'une stratégie de développement des capacités plus claire aux fins de la mise en œuvre au niveau des districts; et d'une stratégie de plaidoyer pour tirer parti à l'échelon national de l'enthousiasme suscité localement par la démarche suivie par le PAM dans le domaine de l'alimentation scolaire.</li> </ul>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le bureau de pays continuera de mettre l'accent sur l'alimentation scolaire dans le cadre du programme de pays en cours. L'évaluation de l'alimentation scolaire dans le cadre de SABER devrait éclairer la conception des futures activités d'alimentation scolaire, et plus particulièrement la stratégie de plaidoyer du bureau de pays. Étant donné que le programme de repas scolaires est arrivé à maturité et que la responsabilité en sera transférée aux autorités locales, le PAM s'attachera à convaincre les décideurs au niveau national et provincial de le soutenir à plus grande échelle.</p> <p>Une stratégie détaillée de plaidoyer et de développement des capacités dans le domaine de l'alimentation scolaire sera élaborée.</p>	Juin 2015



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN INDONÉSIE (2009–2013)**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p><b>Recommandation 5: Le bureau de pays devrait s'employer à mobiliser des fonds, avec l'appui de la Division des partenariats avec le secteur privé, pour financer de plus amples travaux de recherche destinés à déterminer comment améliorer sa stratégie en matière de nutrition maternelle et infantile, compte tenu de l'évaluation de l'impact des approches suivies jusqu'à présent.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Ces travaux de recherche devraient comparer les effets de différents ensembles d'interventions, comme la remise de produits alimentaires par rapport à l'éducation et à la promotion du changement de comportement; les interventions menées pendant la période de soudure par rapport à celles exécutées à d'autres moments; et les interventions concernant spécifiquement la nutrition par rapport à celles en tenant compte.</li> </ul>	<p>Bureau de pays, avec l'appui de la Division des partenariats avec le secteur privé</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Une étude est en cours pour comparer l'efficacité des interventions ne prévoyant que des mesures d'éducation à celle des interventions prévoyant en outre la distribution d'un ou deux aliments d'appoint.</p> <p>En 2014, le bureau de pays et le Gouvernement ont procédé à un examen stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Un institut de recherche a été engagé pour garantir l'indépendance de l'étude. Il est ressorti de cet examen que les filets de sécurité de l'Indonésie ne permettent pas de secourir tous ceux qui en ont besoin et ne prennent pas en compte les questions de nutrition. Il a été recommandé d'incorporer aux filets de sécurité l'accès à des aliments d'appoint nutritifs. L'étude a également montré que les prototypes du PAM permettaient de dégager des enseignements importants, et elle a pris acte de l'avantage comparatif qu'il avait dans ce domaine.</p> <p>Le PAM prendra en compte les constatations formulées dans le rapport, notamment la suggestion d'organiser une plateforme dans le cadre du mouvement Renforcer la nutrition, afin de définir plus précisément le rôle du secteur privé dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.</p>	<p>Mars 2015</p> <p>Fait</p> <p>Juin 2015</p>
<p><b>Recommandation 6: Le Siège devrait renforcer ses systèmes de suivi et d'établissement de rapports afin qu'ils soient mieux adaptés aux activités menées par le PAM en Indonésie et dans des pays similaires.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le format des rapports normalisés sur les projets devrait être remanié afin qu'il soit possible de rendre compte de ce qui suit: le cadre logique de l'opération, le cas échéant; les stratégies de développement des capacités et de plaidoyer formulées pour l'opération considérée; la viabilité de l'intervention sur le plan technique et institutionnel, en la rapprochant, le cas échéant, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires des prototypes et des avantages connexes qu'ils en tirent; la contribution à la réalisation des Objectifs stratégiques du PAM; et la conformité à certaines politiques du PAM, notamment celles ayant trait à la nutrition, à</li> </ul>	<p>Division de la gestion et du suivi de la performance</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Dans leur format actuel, les rapports normalisés sur les projets permettent de rendre compte des effets directs et des produits. Ils contiennent une section plus complète sur le développement des capacités, la durabilité et le transfert des responsabilités, et des orientations plus détaillées concernant la façon de rendre compte de ces questions.</p> <p>Dans le cadre des efforts en cours à l'échelle du PAM pour améliorer l'établissement de rapports au niveau des projets, on s'est attaché à déterminer comment renforcer la communication d'informations sur les résultats pour bien saisir les liens existant entre les contributions, les produits et les effets directs se rapportant à chaque Objectif stratégique. En Indonésie, ce travail sera concilié avec la transition opérée vers un portefeuille</p>	<p>Fait</p> <p>En cours</p>



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN INDONÉSIE (2009–2013)**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
l'alimentation scolaire, au développement des capacités et à la problématique hommes-femmes.		d'activités à horizon pluriannuel, qui sera harmonisé avec les objectifs nationaux.	
<p><b>Recommandation 7: Tant qu'il maintiendra un bureau de pays en Indonésie, le PAM devrait veiller à ce qu'une présence opérationnelle minimum y soit assurée, et y pourvoir.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ On pourrait à cette fin envisager de réduire le nombre de membres du personnel recrutés sur le plan international et de recruter davantage d'agents indonésiens expérimentés et chevronnés, secondés si nécessaire par des consultants expérimentés recrutés sur le plan international ou local. Au moins jusqu'à la fin de la période couverte par le programme de pays en vigueur, le bureau devrait disposer à plein temps de spécialistes du développement des capacités et de l'alimentation scolaire. Il n'est pas nécessaire d'accroître les effectifs. Tous les spécialistes techniques devraient avoir des compétences en matière de développement des capacités. Tous les contrats du personnel devraient être de 12 mois au moins.</li> <li>➤ Il incombe au PAM de mobiliser le financement nécessaire à cette fin, et il lui faudra sans doute recourir à des sources non traditionnelles, comme des fonds obtenus du Gouvernement hôte et du secteur privé, ainsi qu'à des sources bilatérales et multilatérales habituelles, voire nouvelles.</li> </ul>	Bureau de pays, avec l'appui du Département de la gestion des opérations	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le bureau de pays a remanié la structure de ses effectifs: il a réduit le nombre de personnes recrutées sur le plan international et s'est concentré sur le développement des capacités. Des consultants expérimentés recrutés sur le plan international et des agents nationaux très qualifiés sont en train d'être engagés afin de faciliter les relations du PAM avec le personnel de contrepartie. Cependant, le manque de fonds ne permet pas de généraliser l'utilisation des contrats de douze mois.</p> <p>Ce "redimensionnement" s'inscrit dans le droit fil de l'examen de la présence des bureaux de pays et des modèles opérationnels, qui a recensé les options envisageables s'agissant de la présence du PAM dans les pays et des modèles de fonctionnement, et il contribue à améliorer l'efficacité, l'efficacité et les capacités des bureaux de pays.</p> <p>Le Gouvernement indonésien a pris une mesure sans précédent, à savoir qu'il va assurer le financement de l'opération pendant quatre ans. Les financements d'origine extérieure continuent toutefois d'être alloués à court terme et demeurent en-deçà du niveau requis pour garantir le succès de l'action menée.</p>	Fait
<p><b>Recommandation 8: Sauf en cas d'intervention d'urgence de niveau 3, le PAM ne devrait pas fournir ou distribuer des vivres, y compris des aliments d'appoint, en Indonésie.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Avec l'appui du bureau régional et du Siège, le bureau de pays devrait progressivement cesser de participer directement à la fourniture ou à la distribution de vivres et d'aliments d'appoint dès que d'autres dispositions viables pourront être mises en place.</li> </ul>	Bureau de pays, avec l'appui de la Division des politiques, des programmes et de l'innovation, et Bureau régional de Bangkok	<p>La recommandation est partiellement acceptée.</p> <p>Le bureau de pays a entrepris de cesser d'assurer directement les distributions de vivres. La direction n'ignore cependant pas que les autorités nationales et provinciales et celles des districts jugent de la crédibilité des orientations données par le PAM à l'aune des activités menées localement dans le domaine des repas scolaires et de la nutrition maternelle et infantile, ce qui distingue le PAM des autres intervenants. Elle note également que si le PAM ne disposait pas du pouvoir d'achat qui est le sien, son aptitude à encourager la mise au point d'aliments d'appoint novateurs en Indonésie serait limitée.</p>	





**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN INDONÉSIE (2009–2013)**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
		<p>Néanmoins, le bureau de pays est en train d'élaborer une stratégie visant à progressivement mettre fin aux distributions de vivres. Cette stratégie prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ d'utiliser les transferts monétaires ou les bons dans le cadre de toutes les nouvelles activités Assistance alimentaire pour la création d'avoires;</li> <li>➤ de confier la responsabilité des activités d'alimentation scolaire aux autorités locales, avec l'appui financier du PAM –toutes les écoles de Papouasie et dix écoles de Nusa Tenggara Timur suivent actuellement ce modèle, et toutes les activités d'alimentation scolaire seront administrées au niveau national dans les deux années à venir; et</li> <li>➤ d'avoir recours aux bons dans le cadre des activités relatives à la nutrition maternelle et infantile. Cette transition se fera sur une longue période afin de garantir une intégration efficace dans les filets de protection sociale existants.</li> </ul>	<p>Fait</p> <p>Juin 2016</p> <p>Fin 2018</p>
<p><b>Recommandation 9: Avec l'appui de la Division des politiques, des programmes et de l'innovation et du bureau régional, le bureau de pays devrait procéder de toute urgence à une évaluation approfondie de ses activités Assistance alimentaire pour la création d'avoires, afin de déterminer le rapport coût-efficacité, la viabilité et la reproductibilité des approches suivies et de décider s'il est justifié de poursuivre ces activités.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'évaluation devrait comporter un examen approfondi des variables pertinentes en matière de sécurité alimentaire, d'institutions et d'environnement sur au moins 20 sites où le PAM a appuyé des activités Assistance alimentaire pour la création d'avoires pendant la période considérée. À l'issue de cette étude, toute recommandation préconisant de continuer d'appuyer ces activités devra partir du principe que le PAM n'assurera plus lui-même la fourniture ni la distribution des vivres.</li> </ul>	<p>Bureau de pays, avec l'appui de la Division des politiques, des programmes et de l'innovation, et du Bureau régional de Bangkok</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Un examen interne des sites sur lesquels sont menées des activités ACA est en cours: la direction en a été confiée à un consultant recruté exprès, et des équipes de recherche se sont rendues sur 15 sites.</p> <p>Les recommandations issues de l'évaluation et de l'examen interne ont été incorporées à la proposition du bureau de pays qui a été retenue par le Fonds d'adaptation au changement climatique et dans celle qu'il a adressée au compte du <i>Millennium Challenge</i> pour l'Indonésie. Elles prévoient toutes deux de remplacer les distributions de vivres par des transferts monétaires, d'améliorer le suivi et l'évaluation, d'incorporer les enseignements dégagés et d'adopter une approche plus large en matière de gestion des ressources naturelles, en collaboration avec un éventail de partenaires plus large.</p>	<p>Fin 2014</p> <p>En cours</p>



---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

- ACV analyse et cartographie de la vulnérabilité
- SABER approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation